

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 17/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RUBIS TERMINAL Centrale**

Rue Léon Blum  
76120 LE GRAND-QUEVILLY

Références : UDRD.2023.10.R.35  
Code AIOT : 0005800507

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement RUBIS TERMINAL Centrale implanté Rue Léon Blum 76120 LE GRAND-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RUBIS TERMINAL Centrale
- Rue Léon Blum 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005800507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt RUBIS CENTRALE est un dépôt de produits liquides de type engrais liquide et lessive de soude, soumis à autorisation, sur la commune de LE GRAND-QUEVILLY.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite d'inspection du 25 avril 2023
- Suivi du vieillissement
- Mesure de Maîtrise des Risques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Équipements des bacs de stockage	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.3.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Hangar de stockage	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 8.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le but de la présente visite d'inspection était de récolter les demandes formulées par l'inspection suite à la visite d'inspection du 25 avril 2023.

Ainsi sur les huit demandes formulées par l'inspection dans son rapport du 11 mai 2023, deux points restent à finaliser. À savoir :

- le classement des désordres relevés suite au contrôle du vieillissement des cuvettes de rétention et la mise en place d'un plan d'action,
- le contrôle de la pression dans le réseau d'eau incendie.

Suite à la visite objet du présent rapport et aux éléments fournis par l'exploitant, trois nouvelles demandes sont formulées concernant :

- la surveillance de la cuve à fioul,
- la justification des besoins réels en eau incendie,
- le contrôle des rejets aqueux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Équipements des bacs de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sondes de niveau haut et très haut et asservissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les bacs du dépôt sont équipés de niveau haut dont l'alarme déclenche un signal sonore audible en tout point du dépôt et reporté sur la supervision du site AVAL puis sur le téléphone portable du chef opérateur et doit entraîner des mesures organisationnelles immédiates.</p> <p>Tous les bacs d'engrais sont également équipés de niveau très haut dont l'alarme déclenche la fermeture automatique des vannes de pied de bac.</p> <p>Les lignes d'entrée des bacs d'engrais sont équipées de vannes automatiques dont la fermeture est commandée automatiquement par le dépassement des seuils de niveau haut des bacs. Ces vannes automatiques sont commandables à distance et manuellement. Les lignes de sortie des bacs sont équipées de vannes de sectionnement.</p> <p>L'ensemble de la chaîne détection - asservissement est testée au moins une fois par an.</p> <p>Les moyens de détection de niveau haut et très haut sont testés à une fréquence conforme aux prescriptions de la fiche constructeur des systèmes de détection en place et au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la visite d'inspection du 25 avril 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de procéder aux contrôles de niveaux haut et très haut avec contrôles des asservissements associés pour l'ensemble des bacs du dépôt Centrale.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant à présenter à l'inspection la fiche des contrôles de niveaux haut et niveaux très haut avec contrôle des asservissements, réalisés sur tous les bacs du dépôt Centrale le 25 septembre 2023.</p> <p>Le test conclut que pour tous les bacs le niveau haut déclenche l'alarme sonore et le niveau très haut la fermeture automatique de la vanne de pied de bac.</p> <p>Au cours de l'inspection du dépôt un test de niveau haut et de niveau très haut a été réalisé sur le bac 7. L'inspection a pu entendre le déclenchement de l'alarme sonore au déclenchement du niveau haut et constater la fermeture de la vanne de pied de bac au déclenchement du niveau</p>

très haut. Ces deux tests apparaissent dans l'historique informatique des alarmes présenté par l'exploitant.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Cuvettes de rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi du vieillissement

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2023

### Prescription contrôlée :

Les cuvettes de rétention, les réservoirs et les tuyauteries du dépôt font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents, liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci, et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

L'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection prévoyant au minimum que :

- Les cuvettes sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité,
- Les réservoirs sont convenablement entretenus et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité
- Les tuyauteries sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Les résultats des examens périodiques et les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

Au plus tard le 30 septembre 2023, un contrôle de l'état structurel de l'ensemble des ouvrages du dépôt CENTRALE (cuvettes de rétention, massif des bacs... ) est réalisé.

### Constats :

Suite à la visite d'inspection du 25 avril 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser pour le 30 septembre 2023, une surveillance du bon état structurel des cuvettes et massifs du dépôt Centrale.

Par courrier électronique du 17 juillet 2023, l'exploitant avait transmis à l'inspection le bon de commande, daté et signé du 02 juin 2023, pour la réalisation du contrôle visuel des cuvettes.

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant déclare avoir reçu, la semaine précédent la présente inspection, la liste des défauts relevés au cours du contrôle. L'exploitant déclare qu'aucun défaut relevé ne nécessite une intervention immédiate et qu'il est en cours de réalisation du plan d'action pour hiérarchiser les travaux à réaliser.

L'exploitant déclare que les défauts relevés seront hiérarchisés selon le catalogue des désordres du groupe Rubis Terminal.

L'exploitant a présenté les schémas présentant les différents défauts relevés. L'inspection a pu constater, par sondage, dans la cuvette C1, la cohérence des défauts relevés et l'état visuel du mur de la rétention à proximité du bac 8.

Par courrier électronique du 05 octobre 2023, l'exploitant a transmis la procédure groupe PGM 03 RT « Procédure générale de maintenance surveillance des ouvrages de génie civil » et l'annexe permettant de classer les désordres : « Catalogue des désordres – Fondations de réservoir et cuvettes de rétention ».

**Demande n° 1** : l'exploitant transmettra **avant le 30 octobre 2023** le classement des désordres relevé et le plan d'action associé qui n'excédera pas fin juin 2024 pour les désordres T3 compte tenu des fissurations déjà observées par l'inspection en juin 2020.

Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a questionné l'exploitant sur les contrôles réalisés sur la cuve de fioul (utilisée pour la chaufferie). L'exploitant déclare ne remplir cette cuve de 40 m<sup>3</sup> qu'à hauteur de 10 m<sup>3</sup> et que la capacité de la cuvette de rétention associée est de 25 m<sup>3</sup>. L'exploitant déclare ne pas réaliser de contrôle sur la cuve à fioul.

**Demande n° 2** : **Avant le 30 novembre 2023** l'exploitant :

- réalisera un contrôle de l'intégrité de la cuve à fioul et de la tuyauterie associées,
- mettra en place un moyen permettant de s'assurer que le volume contenu dans la cuve n'est pas supérieur à la capacité de la rétention associée.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 1 mois

### N° 3 : Moyens de défense incendie

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 7.4.2

**Thème(s)** : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé** :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023

**Prescription contrôlée** :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- Une réserve d'eau de 445 m<sup>3</sup> : Le réseau d'eau est maille et sectionnable pour ce qui concerne l'eau de protection. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée. Le réseau d'eau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 8 bars.

**Constats :**

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le compte rendu des tests réalisés suite à la demande de l'inspection dans son rapport de la visite du 25 avril 2023 de réaliser un test de débit et de pression sur son réseau pour vérifier le respect du débit minimal sous 8 bars avant le 30 septembre 2023.

Le débit mesuré par l'exploitant est de 105 m<sup>3</sup>/h pour un débit prescrit à 120 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant n'a pas mesuré la pression.

L'exploitant déclare que les besoins en eau prescrits dans son arrêté préfectoral sont calculés en prenant en compte le stockage de liquides inflammables dans le hangar. Or à l'heure actuelle le hangar n'est pas utilisé et l'exploitant déclare qu'il ne prévoit pas stocker de liquides inflammables dans celui-ci prochainement.

L'exploitant déclare que les besoins en eaux de l'arrêté préfectoral sont donc surévalués par rapport aux besoins réels.

Au cours de la visite l'inspection a fait démarrer la pompe permettant le réapprovisionnement en eau du château d'eau présent sur le dépôt. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Par courrier électronique du 05 octobre 2023 l'exploitant a transmis les conclusions de son essai de débit présentées le jour de l'inspection.

**Demande n° 3** : L'exploitant réalisera le contrôle de la pression de son réseau **avant le 30 octobre 2023**.

**Demande n° 4** : L'exploitant démontrera, **avant le 30 octobre 2023**, que le débit et la pression mesurés sur le réseau du dépôt centrale correspondent bien aux besoins réels du dépôt

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 1 mois

**N° 4 : Hangar de stockage**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 8.1.4

**Thème(s)** : Risques accidentels, Stockage de liquides inflammables

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le hangar est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une détection incendie, tenant compte de la nature des produits stockés, asservie à une alarme incendie ;</li> <li>• d'une extinction incendie avec au minimum de cinq déversoirs à mousse déclenche sur asservissement de la détection incendie ;</li> <li>• de trappes de désenfumage (La surface totale des exutoires de fumées doit être au moins égale à 1/100e de la superficie du local avec un minimum de 1 m2. Il en est de même pour celle des amenées d'air.)</li> </ul> <p>Le stockage de l'émulseur est situé en dehors des zones d'effets de l'incendie du hangar.</p> <p>Les moyens de défense contre l'incendie sont contrôlés et remis en état, le cas échéant, avant tout début de stockage dans le hangar, puis le contrôle des moyens de lutte contre l'incendie du hangar de stockage est réalisé tous les ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 25 avril 2023 l'inspection avait demandé à l'exploitant d'évacuer les trois palettes restantes de produits avec la mention "inflammable" puisque le système de détection automatique n'est plus conforme et que les réparations coûteuses ne seront pas réalisées par l'exploitant étant donné que ce hangar n'est plus utilisé.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant déclare que le contenu des derniers IBC présents au cours de la visite précédente ont été injectés dans le fioul.</p> <p>Au cours de la visite du hangar l'inspection a pu constater qu'il n'y avait plus d'IBC avec la mention inflammable dans le hangar. Quelques IBC contenant des liquides non inflammables (émulseur à évacuer notamment) ou vides sont stockés dans le hangar.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le hangar devra être remis en conformité avant tout stockage de produits inflammables ou combustibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 4.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des paramètres suivants est réalisé à chaque rejet d'eau susceptible d'être polluées. Les eaux susceptibles d'être polluées comprennent : les eaux incendie (exercice ou sinistre), les eaux de lavage, les eaux pluviales, etc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a expliqué la procédure suivie avant le rejet des eaux du bassin de rétention vers la Seine.</p> <p>Ainsi, l'exploitant explique qu'un premier contrôle de la concentration en azote (Nitrate/Nitrite) est réalisé grâce à des bandelettes dans les cuvettes de rétention. Si aucune présence d'azote n'est détectée les eaux de la rétention sont envoyées grâce à une pompe de relevage vers le bassin.</p>



Lorsque le bassin est « plein » un nouveau test bandelette est réalisé avant rejet vers la Seine. Les photographies des bandelettes test sont envoyées à la directrice QHSE.

L'inspection a demandé à consulter le dernier rapport d'analyse des rejets aqueux du dépôt.

L'exploitant a présenté le rapport pour le prélèvement du 07 juillet 2023.

Un paramètre est supérieur à la valeur d'émission (VLE) autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023.

Une concentration en Demande Chimique en Oxygène (DCO) de 296 mg d'O<sub>2</sub>/l est ainsi mesurée pour une VLE de 125 mg d'O<sub>2</sub>/l. A noter que toutes les VLE étaient respectées dans le précédent rapport du mois de mai 2023.

L'exploitant n'a pas, le jour de l'inspection, d'explication pour ce dépassement puisque toutes les concentrations des autres paramètres sont bien inférieures aux VLE prescrites, montrant qu'il n'y a donc pas eu de fuite de produits stockés.

L'exploitant a néanmoins remarqué un développement d'algues dans le bassin en raison des fortes températures au moment du prélèvement de juillet. L'exploitant déclare être en attente des résultats du dernier prélèvement réalisé en septembre.

Par courrier électronique du 11 octobre 2023 l'exploitant a transmis le rapport d'analyse du prélèvement du 22 septembre 2023. La concentration en DCO de 121 mg d'O<sub>2</sub>/l est conforme à la VLE prescrite par l'arrêté préfectoral du dépôt.

Seule la concentration en Matière En Suspension de 58 mg/l est supérieure à la VLE de 35 mg/l.

**Demande n° 5** : L'exploitant transmettra, **avant le 31 janvier 2024**, le rapport d'analyse du prélèvement du mois de décembre 2023. En cas de nouveau dépassement, l'exploitant proposera un plan d'action pour permettre un retour à des VLE conformes pour tous les paramètres.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 3 mois